



CODE CIVIL

LIVRE TROISIÈME DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ

TITRE TROISIÈME DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL

CHAPITRE II DES CONDITIONS ESSENTIELLES POUR LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS

Art. 1108

Art. 1108 Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention:

- Le consentement de la partie qui s'oblige;
- Sa capacité de contracter;
- Un objet certain qui forme la matière de l'engagement;
- Une cause licite dans l'obligation.

Mots clés :

validité; convention; contrat; nullité.

A. CONDITIONS DE VALIDITÉ

1. Consentement. *Absence de consentement:* V. note 1 ss. art. 1109. ♦ *Vices du consentement:* V. notes ss. art. 1109 à 1117. ♦ *Insanité d'esprit:* V. notes ss. art. 489 s. et 901. ♦ *Rencontre des volontés:* V. notes ss. art. 1101. ♦ *Limites au pouvoir de la volonté:* V. notes ss. art. 6 (lois d'ordre public). ♦ *Manquement à l'obligation légale d'information du consommateur:* V. note 18 ss. art. 1615. ♦ *Engagement d'une durée incompatible avec la liberté individuelle:* V. notes 16 s. ss. art. 1709 et notes 2 s. ss. art. 1780.

2. Objet. V. notes ss. art. 1126 à 1130.

3. Cause. V. notes ss. art. 1131 à 1133.






3 bis. Consensualisme. Le caractère consensuel d'un contrat n'impose pas que les volontés contractuelles soient formulées de manière expresse. • Civ. 1^{re}, 4 juin 2002: Bull. civ. I, n^o 159 (la remise des fonds par le prêteur et le remboursement des premières échéances par l'emprunteur suffisent à constater la formation du contrat de prêt). ♦ Pour le prêt consenti par un professionnel du crédit, contrat non réel, V. note 4 *in fine* ss. art. 1892.


4. ... vente. Application du principe du consensualisme au contrat de vente: V. note 2 ss. art. 1583.


5. ... contrat d'entreprise. Application du principe du consensualisme au contrat d'entreprise: V. note 21 ss. art. 1787. ♦ Conséquences sur la charge de la preuve: V. note 11 ss. art. 1315.



6. ... assurance. Si un contrat d'assurance ou tout avenant à ce contrat doit, dans un but probatoire, être rédigé par écrit, il constitue un contrat consensuel qui est parfait dès la rencontre des volontés de l'assureur et de l'assuré. • Civ. 1^{re}, 15 févr. 1978: Bull. civ. n^o 62. ♦ V. déjà • Req. 1^{er} juill. 1941: DC 1943. 57, note Besson. ♦ Dans le même sens: • Civ. 1^{re}, 22 avr. 1992: Bull. civ. I, n^o 126; RCA 1992. 280; RGAT 1992. 497, note Maurice • 9 mars 1999: Bull. civ. I, n^o 80; JCP 2000. I. 219, n^o 1 s., obs. Kullmann; RCA 1999. 163, obs. Groutel • 9 nov. 1999: Bull. civ. I, n^o 294 (une note de couverture n'est soumise à aucune forme) • 10 juill. 2002: RCA 2002, n^o 348, note Groutel (avenant réduisant le montant de la garantie) • 9 mars 2004: RGDA 2004. 345, note Kullmann (le juge doit apprécier l'existence de l'aléa au moment de la rencontre des volontés, qui peut être antérieur à la date de l'écrit probatoire) • Civ. 2^e, 14 juin 2007: JCP 2007. IV. 2473. ♦ Comp. • Civ. 1^{re}, 10 juill. 2002: Bull. civ. I, n^o 191.


V. aussi **C. assur.**, ss. art. L. 112-2.

7. ... contrat d'agent commercial. Le contrat d'agent commercial est un contrat consensuel. • Com. 19 janv. 1993: *Bull. civ. IV, n° 11* • 12 nov. 1997:  *D. Affaires 1997. 1663* (décisions rendues en application de l'ancien art. 1^{er} du décret du 23 déc. 1958). ♦ V. aussi • Com. 14 mars 1995:  *Bull. civ. IV, n° 83* • 25 juin 2002:  *ibid. IV, n° 110*. ♦ Il peut être prouvé par tout écrit, dès lors qu'il est accepté par les contractants et qu'il indique la qualité de chacune des parties. • Com. 19 janv. 1993: *préc.* • 28 mai 2002:  *Bull. civ. IV, n° 92*. ♦ ... Ou par un simple échange de correspondances. • Com. 12 nov. 1997:  *préc.*

8. ... convention d'honoraires. L'art. 10 de la loi du 31 déc. 1971 ne soumet la convention d'honoraires entre un avocat et son client à aucune forme particulière. • Civ. 1^{re}, 19 mai 1999:  *Bull. civ. I, n° 163*.







9. ... mandat de gestion d'immeuble. Caractère probatoire du formalisme en matière de mandat de gestion d'immeuble: V. notes 6 s.  ss. art. 1985.









10. Formalisme solennel. Pour le contrat de location-accession à la propriété immobilière, V. • Civ. 3^e, 13 déc. 2000:  *Bull. civ. III, n° 191*; *CCC 2001, n° 55, note Leveneur*. ♦ Pour les marchés des sociétés d'HLM, V. • Civ. 3^e, 18 juin 2003:  *Bull. civ. III, n° 133*.

11. Formalisme conventionnel. Pour des promesses de vente faisant de la réitération par acte notarié un élément constitutif du consentement des parties: V. notes 8 s.  ss. art. 1589.






B. SANCTIONS



BIBL. Arhab, *RRJ 1999/1. 167* (conséquences de la nullité d'un contrat au sein des groupes de contrats). – Couturier, *Études Ghestin, LGDJ, 2001, p. 273* (la théorie des nullités dans la jurisprudence de la Chambre sociale). – Ghestin, *Mélanges Draï, Dalloz, 2000, p. 593* (annulation d'office d'un contrat). – A. Piedelièvre, *Mélanges Voirin, LGDJ, 1967, p. 638* (portée de la nullité).


12. Rétroactivité. La nullité, qu'elle soit invoquée par voie d'action ou par voie d'exception, emporte, en principe, l'effacement rétroactif du contrat. • Civ. 1^{re}, 16 juill. 1998:  *Bull. civ. I, n° 251*; *R., p. 252*; *D. 1999. 361, note Fronton* ; *Defrénois 1998. 1413, obs. Aubert*; *RTD civ. 1999. 620, obs. Mestre* . ♦ Dans le cas où un contrat nul a cependant été exécuté, les parties doivent être remises dans l'état dans lequel elles se trouvaient avant cette exécution; il en résulte que l'obligation de restitution inhérente au contrat de prêt demeure valable. • Com. 3 déc. 2002:  *Bull. civ. IV, n° 182*. ♦ Lorsque cette remise en état se révèle impossible, la partie qui a bénéficié d'une prestation qu'elle ne peut restituer doit s'acquitter du prix correspondant à cette prestation. • Civ. 1^{re}, 16 mars 1999:  *Bull. civ. I, n° 95*; *Defrénois 1999. 1325, obs. Delebecque*. ♦ V. aussi notes 17 s.  ss. art. 1304.

13. Indemnité d'occupation. BIBL. Kessler, *JCP 2004. I. 154* (restitutions en nature et indemnité de jouissance). – Wintgen, *Defrénois 2004. 692* (indemnité de jouissance en cas d'anéantissement rétroactif d'un contrat translatif). ♦ En raison de l'effet rétroactif de l'annulation de la vente, le vendeur n'est pas fondé à obtenir une indemnité correspondant à la seule utilisation de la chose par l'acquéreur. • Cass., Ch. mixte, 9 juill. 2004:  *Bull. civ. n° 2*; *R., p. 204 et 275*; *BICC 1^{er} nov. 2004, rapp. Pinot, concl. Guérin*; *D. 2004. 2175, note Tuillon* ; *JCP 2004. II. 10190, note G. François*; *ibid. I. 173, n° 14 s., obs. Serinet*; *ibid. 2005. I. 132, n° 1, obs. Viney*; *Defrénois 2004. 1402, obs. Libchaber*; *CCC 2004, n° 168, note Leveneur*; *AJDI 2005. 331, note Cohet-Cordey* ; *RLDC 2004/10, n° 396, note Malaurie-Vignal*; *LPA 16 mai 2005, obs. Pimont*; *RDC 2005. 280, obs. Stoffel-Munck*; *RTD civ. 2005. 125, obs. Mestre et Fages*  (immeuble) • Civ. 3^e, 2 mars 2005:  *Bull. civ. III, n° 57*; *AJDI 2005. 765, note Cohet-Cordey*  (immeuble) • 26 oct. 2005:  *CCC 2006, n° 45, note Leveneur*. ♦ La partie de bonne foi au contrat de vente annulé peut seule demander la condamnation de la partie fautive à réparer le préjudice qu'elle a subi en raison de la conclusion du contrat annulé. • Cass., Ch. mixte, 9 juill. 2004:  *préc.*

14. Restitutions. L'annulation d'une cession d'actions confère au vendeur, dans la mesure où la remise des actions en nature n'est plus possible, le droit d'en obtenir la remise en valeur au jour de la cession annulée.

• Com. 14 juin 2005:  *Bull. civ. IV, n° 130*; *R.*, p. 311; *D. 2005. AJ. 1775*, obs. A. Lienhard  ; *JCP E 2005. 1834, n° 3*, obs. Caussain, Deboissy et Wicker; *RTD civ. 2005. 778*, obs. Mestre et Fages  ; *Rev. sociétés 2006. 66*, note Mathey  . ♦ Dans le cas où un contrat de sous-traitance déclaré nul a été exécuté, les parties devant être remises dans l'état où elles se trouvaient avant cette exécution, le sous-traitant est en droit d'obtenir de l'entrepreneur principal la restitution des sommes réellement déboursées par lui, sans que soit prise en compte la valeur de l'ouvrage après reprise des désordres par un tiers. • Civ. 3^e, 13 sept. 2006:  *Bull. civ. III, n° 175*.

15. Étendue de la nullité. Les juges du fond ayant constaté qu'il existait un lien indissociable entre un contrat d'intégration et une reconnaissance de dette postérieure en déduisent exactement sans inverser la charge de la preuve que la nullité du contrat d'intégration entraînait celle de la reconnaissance de dette. • Civ. 1^{re}, 19 févr. 1991:  *Bull. civ. I, n° 63*. ♦ V. aussi notes  ss. art. 1172.

16. Compétence. Il n'entre pas dans les pouvoirs du juge des référés, sauf dispositions expresses l'y autorisant, de prononcer la nullité d'un contrat. • Soc. 14 mars 2006:  *Bull. civ. V, n° 100*.

Code civil © Editions Dalloz 2008